

Robotique : la France a encore des atouts pour rebondir, assure Bruno Bonnell

Si la France est à la traîne en matière de robotisation, elle dispose de quelques atouts qui, correctement exploités, pourraient permettre un retournement de situation, souligne le député Bruno Bonnell, qui estime que "la situation n'est pas figée" dans son rapport sur la robotique et les systèmes intelligents.

Temps de lecture : minute

10 avril 2019

M. Bonnell, ancien entrepreneur dans le domaine de la robotique, a rappelé aujourd'hui au SIDO (événement lyonnais sur la convergence entre IoT, intelligence artificielle et robotique), que la France ne figure qu'au 18e rang mondial pour l'utilisation de robots, que la croissance du secteur y est moindre que dans le reste du monde et que le pays ne compte qu'un des dix grands constructeurs mondiaux. *"Il faut toutefois, selon lui, aller plus loin que ce constat un peu décevant"*. L'Hexagone dispose ainsi d'une recherche et développement *"d'excellence mondiale"*: les chercheurs français en robotique figurent dans le Top 5 mondial. *"Au vu de notre taille, c'est une excellente performance"*, note-t-il.

Les structures de transfert de la recherche sont *"très efficaces"* et le pays compte *"un important gisement de sociétés très innovantes"*, que le député chiffre aux alentours de 150. M. Bonnell relève l'existence de nombreux intégrateurs, capables de sélectionner et assembler différents robots et systèmes intelligents pour répondre aux besoins spécifiques d'une entreprise. La France compte aussi nombre de sociétés de services informatiques qui commencent à s'intéresser au secteur.

Une diplomatie industrielle

Dans son rapport, qui repose sur des entretiens avec une centaine de spécialistes, M. Bonnell préconise que la robotique soit éligible aux fonds "Deep Tech", qui financent des projets de recherche à très long terme.

"Il est important de faire de la recherche de long terme pour rattraper certains retards "

Il estime nécessaire de favoriser les regroupements entre intégrateurs, qui sont très nombreux - autour de 400 - mais trop petits avec des effectifs compris le plus souvent entre cinq et dix personnes. Face à l'axe sino-américain qui se dessine, il recommande *"une diplomatie industrielle"*, avec un rapprochement avec le Japon, la Corée du sud et les autres pays européens. *"Le temps des projets robotiques mondiaux, que ce soit dans l'espace, la mer ou le transport de personnes, va arriver"*, prophétise-t-il.

Il propose enfin d'organiser en 2020 une année de la robotique pour sensibiliser la population à cet enjeu. Reste la question du financement auquel M. Bonnell n'apporte pas de réponse. Le soutien public en France est adapté aux "startups": *"on finance beaucoup et dans les phases initiales"* d'un projet, constate-t-il. *"Ce modèle ne marche pas en robotique où le goulot d'étranglement est le passage difficile du prototype au produit industriel"*. Pour autant, l'élu n'est pas favorable à *"des plans d'État façon années 70"*: *"à l'exception de la Deep Tech, tout doit être financé par l'initiative privée"*, affirme-t-il.
